

# Un espace de citoyenneté active

Liliane Rajaonina

Imaginer un espace de libre expression, où les exclu-e-s pourraient porter leurs revendications, dialoguer avec les élu-e-s, sensibiliser leurs concitoyens et concitoyennes... Le concrétiser avec les moyens du bord et l'installer, comme par défi, sur la colline parlementaire... Et rallier une large mobilisation... Pari lancé et tenu par le Parlement de la rue.



- *Pouvez-vous m'indiquer où se trouve le Parlement de la rue ?*
- *Qu'est-ce que c'est ça ?*
- *Pouvez-vous me conduire au Parlement de la rue ?*
- *Où c'est ça ?*

C'était le 12 décembre dernier à Québec, et je voulais tester le retentissement d'un tel événement sur la population locale, en m'adressant à un chauffeur de taxi et à des personnes rencontrées au hasard, près de la gare.

C'était quelques jours avant la fin de session du Parlement de la rue, inaugurée le 15 novembre par une marche de solidarité et une grande manifestation festive au Palais Montcalm, alors que les deux roulottes étaient installées dans le Parc de l'Esplanade depuis près d'un mois. L'événement, qui a été largement couvert par les médias locaux, semble avoir échappé à l'attention du citoyen et de la citoyenne « ordinaires ».

### **Une journée dans les roulottes**

J'ai passé l'essentiel de cette journée dans une des roulottes, avec un groupe de personnes assistées sociales, dans le cadre d'un atelier organisé par l'Association pour la défense des droits sociaux du Québec métropolitain. Il y avait une douzaine de personnes autour de la table, qui parlaient des conséquences des coupures sur leur vie de tous les jours.

#### **• LES BRIQUES**

Les briques, c'est ce qui leur est tombé dessus, ce qu'elles ont vécu par suite des décisions du gouvernement en matière d'aide sociale. Il y a eu les « briques passées » (la coupure pour partage du logement, l'allocation unifiée par enfant, le programme non-participant, les contrôles du compte de banque, l'incertitude quant au paiement des médicaments, les différentes coupures pour des motifs aussi futiles qu'injustifiés, l'espionnage et la délation, etc.), et les « briques avenir », dont la fameuse saisie du chèque pour le loyer.

On a demandé à chaque personne d'inscrire le ou les problèmes vécus sur un morceau de carton, puis de disposer chaque carton sur le tableau où on avait dessiné les roulottes et l'Assemblée

nationale. Ces morceaux de carton, disposés les uns sur les autres à la manière de briques, ont formé un véritable mur entre le Parlement de la rue et l'autre. (À ce propos, il y a des coïncidences qui ne s'inventent pas. Le mur n'est pas une simple figure de rhétorique : en effet, les roulottes ont été reléguées de l'autre côté du mur [de pierres] des fortifications, parce que la Commission de la capitale nationale n'a pas permis qu'on les installe en face de l'autre Parlement).

D'un côté du mur, se tenaient ainsi l'Assemblée nationale et ses lois, et de l'autre, en parallèle, les réponses du mouvement populaire : les étapes de formation des coalitions et celles de la mobilisation qui devaient aboutir au Parlement de la rue. L'exercice a permis de visualiser la dynamique sociale qu'une résistance organisée a créée et de mettre en évidence tout ce qui sépare les citoyen-ne-s de ceux qui sont censés les représenter.

Pour finir, on a demandé à chacun quel espoir suscitait en lui le Parlement de la rue. Voici quelques réponses : « Qu'il n'y ait plus de coupures » ; « Qu'il y ait du travail » ; « Qu'il y ait un peu plus d'humain » ; « Une extension de la solidarité jusqu'au gain de toutes les revendications » ; « Que l'aide sociale redevienne un droit ».

#### **• UNE VISITE INATTENDUE**

Dans l'après-midi, on nous appelle dans l'autre roulotte : Bernard Landry et sa suite viennent d'arriver ! Grande effervescence, car on pourra enfin parler avec le grand argentier en personne, lui expliquer les problèmes que l'on vit, lui dire que cette situation n'a pas de bon sens. S'il est venu, c'est sans doute qu'il est ouvert à la discussion... Mais on s'est vite aperçu qu'on ne parlait pas le même langage, que nous fonctionnions selon des logiques fort différentes. Nous, nous parlons de nos difficultés à joindre les deux bouts, lui, il parle de croissance. Lui, ce qui le préoccupe c'est d'abord d'augmenter la rentabilité des entreprises et de créer plus de richesse, nous, c'est de mieux distribuer celle qui existe.

Certes, on n'a pas disposé d'assez de temps, mais commencée sous de telles prémisses, la rencontre pouvait-elle aboutir à un dialogue ?

La rencontre a d'abord laissé les personnes présentes incrédules et frustrées. Mais elles se sont vite ressaisies, elles ont eu le temps de s'aguerrir tout au long de la session, et c'est cela le gain essentiel du Parlement de la rue : reprendre assez confiance en soi pour raffermir ses positions, continuer la lutte, développer la solidarité, agir en citoyens et citoyennes.

### **Un lieu où chacun peut s'exprimer, inventer, s'organiser**

Après la clôture de la session, le 15 décembre, les entêté-e-s des deux roulottes, comme ils et elles se qualifient, constatent qu'ils et elles ne sont pas épuisé-e-s. C'est seulement un début, ils et elles sont prêt-e-s à continuer ! Le Parlement de la rue retourne dans la rue : est-ce que cela ne vous rappelle pas quelque chose ?

En faisant le bilan, ils et elles ont identifié un gain majeur : c'est, contrairement à ce qui se passe dans la vraie vie, d'avoir imposé « un espace de pleine citoyenneté », où « tout le monde est bienvenu », et où les personnes pauvres ont pu s'exprimer, s'intégrer au débat en cours, dialoguer avec d'autres citoyen-ne-s et avec des élu-e-s, avoir droit de cité. Malgré des rebuffades, même sans l'espoir de gains immédiats, c'est l'amorce d'un processus de résistance citoyenne à long terme, soutenue par une plus grande sensibilité de l'opinion publique aux problèmes des personnes vivant la pauvreté. Tout au long de la session, les roulottes ont accueilli des visites de soutien et d'encouragement. Plus de 2 500 personnes ont signé le registre du Parlement de la rue et adhéré à ses revendications sur la réforme de l'aide sociale (revenu décent, parcours volontaires d'insertion sociale et professionnelle, refus du transfert à la Régie des rentes, refus de la saisie du chèque pour le loyer), et, à plus long terme, sur un programme d'élimination de la pauvreté sur dix ans.

Cet espace de citoyenneté, les personnes organisatrices, regroupées au sein de la Coalition DROIT, ont voulu l'étendre à toutes les régions du Québec, en invitant les personnes et les groupes à organiser différents types d'actions selon leurs moyens : créer leur propre Parlement de la rue pour quelques heures ou quelques jours ; mener

des actions « achalantes », en mettant en évidence un problème particulier à l'aide sociale ; envoyer une délégation au Parlement de la rue à Québec.

Le Parlement de la rue, c'est un foisonnement d'idées, un laboratoire de créativité, une multitude d'activités : un point de presse quotidien, une série de pétitions et de tracts, des ateliers et des débats, des accompagnements à l'assemblée nationale, des envois de fax aux députés, un dépanneur 37 (comptoir juridique pour des questions sur la loi 37), le père Noël de la rue, un cours de la rue, l'idée d'une université de la rue...

Et puis, c'est aussi des permanent-e-s qui vivaient pratiquement dans les roulottes, une foule de visiteurs, militant-e-s, étudiant-e-s, chercheur-e-s, passant-e-s... Il y a même eu des touristes attirés par les bannières disposées tout autour du parc et qui ont dû croire que c'était une fête ! Et en un sens, c'était bien une fête de retrouvailles de citoyen-ne-s que l'on croyait assoupis, dépassés par la succession de mesures qui ont opéré des coupes sombres dans les services de santé, de logement, d'éducation. Une fête de la solidarité, une brassée de chansons toutes plus irrévérencieuses les unes que les autres, des freudonneux-ses engagés, des projections de films engagés, des discussions jusqu'aux petites heures du matin... Et tout ceci avec les moyens du bord, mais avec la force de la conviction. Et si l'imagination était au pouvoir ?

Je ne sais plus qui a dit que la politique était trop importante pour qu'on la laisse aux politiciens. Le Parlement de la rue a démontré que les citoyen-ne-s peuvent se réapproprier la politique, et qu'il ne s'agit pas d'un simple feu de paille. Au moment où j'écris ces lignes (février 1998), les groupes populaires et communautaires promettent que le printemps sera chaud !

